

RÉSUMÉ DE CARGOM

BUDGET 2016-17 - GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

APERÇU GÉNÉRAL

Cadre financier du Plan économique 2016-2017

Revenus	102,6 G\$
Dépenses	100,1 G\$
Provision	400 M\$
Surplus	2 G\$

- Le cadre financier du gouvernement prévoit une croissance de 3,2 % des revenus de l'État pour 2016-2017, à 2,7% pour 2017-2018, les portant à 102,6 G\$.
- Les dépenses, quant à elles, passent à 100,1 G\$, une croissance de 2,5 % en 2016-2017, dont 10,4 G\$ qui seront portés au service de la dette, et une croissance prévue de 2,3 % en 2017-2018.
- En tenant compte du coussin (provision pour éventualité) de 400 M\$, le gouvernement prévoit un surplus comptable de 2 G\$, qui seront versés au Fonds des générations.
- Bien que la dette brute du gouvernement augmentera de 5,3 G\$ pour le prochain exercice budgétaire, son poids en proportion du PIB diminuera, passant de 55 à 54,7 % au 31 mars 2017. Alors que le Fonds des générations célèbre son 10e anniversaire, sa valeur comptable devrait s'établir à 10,5 G\$ au 31 mars 2017.
- Au Québec, la croissance économique devrait atteindre 1,5 % en 2016 et 1,6 % en 2017.
- En 2015, l'économie du Québec a bénéficié de la faiblesse des prix du pétrole et de la dépréciation du dollar canadien.
- En 2016 et en 2017, les effets bénéfiques de la baisse des prix de l'énergie, de la dépréciation du dollar canadien, de la progression des exportations et de la consommation des ménages devraient s'accroître, favorisant un renforcement de l'activité économique au Québec.

Plan québécois des infrastructures (PQI) 2016-2026

- Le PQI prévoit des investissements totaux de 9,6 G\$ pour 2016-2017, et 88,7 G\$ sur 10 ans.

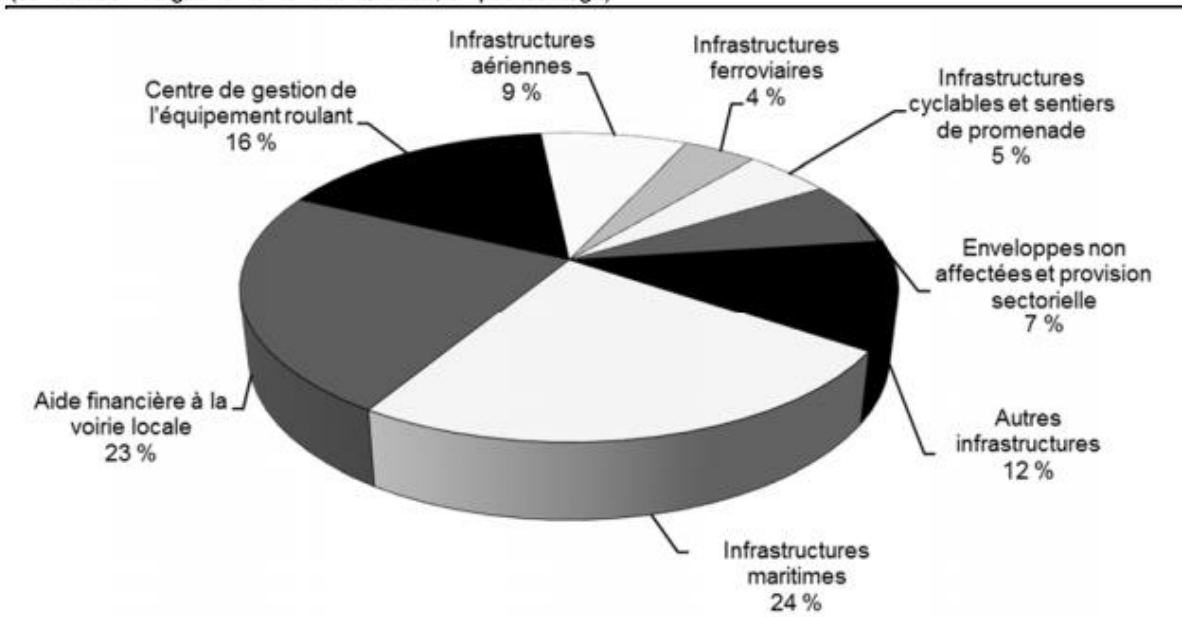
PQI 2016-2017	9,6 G\$
PQI 2016-2026	88,7 G\$

TRANSPORT MARITIME, AÉRIEN, FERROVIAIRE ET AUTRE

Plan québécois des infrastructures (PQI) 2016-2026

« Le Plan québécois des infrastructures 2016-2026 prévoit des investissements de près de 2,8 G\$ dans les infrastructures reliées au transport maritime, aérien, ferroviaire et autre. Près de la moitié des investissements de 2,8 milliards de dollars seront consacrés aux infrastructures maritimes (24 %) et à la voirie locale (23 %), pour un total de 1,3 milliard de dollars.

Répartition des investissements au secteur du transport maritime, aérien et ferroviaire
(contribution du gouvernement du Québec, en pourcentage)



Au cours de la période 2016-2026, il est prévu que la Société des traversiers du Québec investisse près de 460 M\$ dans ses infrastructures, notamment pour le remplacement des navires Lucien-L. et Radisson. En plus de ces investissements, 200 M\$ sont spécifiquement prévus en soutien aux infrastructures de transport maritime dans le cadre de la Stratégie maritime par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports.

En ce qui concerne les investissements du gouvernement du Québec dans la voirie locale, ce sont près de 645 M\$ qui sont prévus au Plan québécois des infrastructures 2016-2026 à cet égard. De cette somme, 445 M\$ sont prévus dans le cadre des programmes réguliers d'aide financière pour l'amélioration et la réfection du réseau routier municipal. En sus de ces enveloppes récurrentes, une bonification de 200 M\$ est aussi réservée pour la réfection de la voirie locale, ainsi que l'a annoncée le gouvernement dans le cadre de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019.

Des investissements de près de 450 M\$ sont aussi prévus pour les infrastructures et les équipements du Centre de gestion de l'équipement roulant. Ces investissements soutiendront notamment, l'acquisition de véhicules électriques dans le cadre du Plan d'action en électrification des transports 2015-2020, lequel vise l'électrification du parc automobile gouvernemental. Plus de 230 M\$ seront consacrés au maintien et à l'amélioration des infrastructures gouvernementales aériennes, majoritairement situées sur le territoire du Plan Nord. » (Extrait du PQI 2016-2026)

STRATÉGIE MARITIME – VECTEUR DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (Extrait du Plan économique – Mars 2016)

Plan économique 2016-2017

- Intitulé dans le budget 2016-2017 : « Stratégie maritime : un vecteur de développement régional »
- Le gouvernement a rendu publique la Stratégie maritime du Québec le 29 juin 2015.
 - Une enveloppe de plus de 1,5 G\$ a été réservée pour la mise en œuvre du premier plan d'action, couvrant la période 2015-2020.
 - D'ici 2030, il est prévu que la Stratégie maritime pourrait engendrer des investissements d'environ 9 G\$ et pourrait mener à la création de plus de 30 000 emplois directs sur l'ensemble du territoire.
- Pour le budget 2016-2017, le gouvernement effectue de nouveaux investissements de 15 M\$ pour développer les infrastructures ferro-portuaires au port de Sept-Îles, sur la Côte-Nord.
 - Ces investissements constituent une nouvelle étape pour désenclaver les infrastructures du port de Sept-Îles, après la prise de participation du gouvernement dans la Société ferroviaire et portuaire de Pointe-Noire.
- Le budget 2016-2017 ajoute, aux sommes déjà annoncées, une enveloppe de près de 9,6 M\$ sur cinq ans pour :
 - l'entretien et la maintenance du navire de recherche océanographique Coriolis II;
 - la construction d'une promenade temporaire à Percé à l'été 2016 et la réalisation d'une étude pour apporter une solution permanente;
 - le financement de projets pour le Centre interdisciplinaire de développement en cartographie des océans;
 - la lutte contre les espèces aquatiques envahissantes, dont la carpe asiatique;
 - la réalisation d'études et de travaux liés au déploiement de la Stratégie maritime.
 - Prévoit une enveloppe de 0,8 M\$ en 2016-2017 destinée au Secrétariat aux affaires maritimes. Les sommes seront pourvues à même le Fonds de suppléance.
 - Cela permettra notamment de réaliser des études sur la caractérisation socioéconomique de la filière des biotechnologies marines au Québec, et le diagnostic d'adéquation entre la formation, les compétences et les besoins de main-d'œuvre dans le secteur maritime.

TABLEAU B.61

Impact financier des initiatives visant la poursuite de la mise en œuvre de la Stratégie maritime (en millions de dollars)

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	Total
Entretien du navire <i>Coriolis II</i>	-1,1	-1,1	-1,2	-1,4	-1,4	-6,2
Construction d'une promenade temporaire à Percé et réalisation d'une étude	-0,4	—	—	—	—	-0,4
Financement de projets pour le Centre interdisciplinaire de développement en cartographie des océans	-0,1	-0,2	-0,2	—	—	-0,5
Lutte contre les espèces aquatiques envahissantes – carpe asiatique	-0,3	-0,7	-0,7	—	—	-1,7
Réalisation d'études et de travaux liés au déploiement de la Stratégie maritime	-0,8	—	—	—	—	-0,8
TOTAL	-2,7	-2,0	-2,1	-1,4	-1,4	-9,6

Plan québécois des infrastructures 2016-2026 sur la Stratégie maritime (PQI)

« Des investissements de plus de 450 M\$ seront effectués, notamment pour la mise à niveau d'équipements et d'infrastructures de transport ainsi que pour l'implantation de terminaux permettant le transbordement des marchandises d'un mode de transport à un autre.

En plus des retombées économiques découlant directement de ces projets d'investissements, l'économie québécoise bénéficiera de la croissance des entreprises d'ici qui tireront profit d'un accès plus efficace aux marchés mondiaux. Le transport maritime a aussi la particularité d'attirer des investissements provenant des autres secteurs industriels, ce qui permet d'inscrire l'économie maritime en complémentarité avec l'économie globale du Québec. » (*Extrait du PQI 2016-2026*)

MINISTÈRE DES TRANSPORTS, DE LA MOBILITÉ DURABLE ET DE L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS (MTMDET)

Plan économique 2016-2017

- Les investissements réalisés en 2014-2015 par le MTMDET totalisent 2,026 G\$, ce qui représente un taux de réalisation de 97 %.
- Une somme de 1,534 G\$ a été consacrée au maintien et au remplacement des infrastructures.
- Ces investissements se répartissent principalement entre les axes d'interventions suivants :
 - Conservation des chaussées;
 - Conservation des structures;
 - Ponts municipaux.
- Les dépenses des fonds spéciaux excluant le service de la dette s'établissent à 11,4 G\$ en 2015-2016, à 12,1 G\$ en 2016-2017 et à 12,0 G\$ en 2017-2018.
- La croissance des dépenses des fonds spéciaux provient principalement :
 - Fonds des réseaux de transport terrestre, pour le financement des infrastructures des réseaux routiers et de transport en commun;
 - Fonds vert, compte tenu du déploiement du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020);
 - Fonds du Plan Nord, à la suite d'un versement non récurrent à la Société du Plan Nord pour l'achat d'une société en commandite.

TABLEAU D.13

Dépenses des fonds spéciaux excluant le service de la dette (en millions de dollars)

	2015-2016	2016-2017	2017-2018
Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	2 742	2 671	2 815
Fonds vert	557	867	798
Fonds du Plan Nord	76	172	73
Élimination des opérations réciproques entre le FORT et le Fonds vert	-244	-258	-250
Sous-total	3 131	3 452	3 436
<i>Variation en %</i>	<i>14,1</i>	<i>10,3</i>	<i>-0,5</i>
Autres fonds spéciaux ⁽¹⁾	8 248	8 610	8 565
<i>Variation en %</i>	<i>-1,3</i>	<i>4,4</i>	<i>-0,5</i>
TOTAL	11 379	12 062	12 001
<i>Variation en %</i>	<i>2,5</i>	<i>6,0</i>	<i>-0,5</i>

(1) Inclut les autres éliminations des opérations réciproques entre fonds spéciaux.

Plan québécois des infrastructures 2016-2026

« En 2015-2016, les principaux projets en maintien d'actifs en cours sont :

- Maintien d'actifs sur l'échangeur Turcot et de La Vérendrye;
- Maintien d'actifs sur le pont Honoré-Mercier;
- Maintien d'actifs sur les structures de l'échangeur St-Pierre;
- Maintien d'actifs sur les structures de l'autoroute Métropolitaine.

Par ailleurs, les principaux projets d'amélioration et d'ajout en cours de réalisation en 2015-2016 sont les suivants :

- Rond-point Dorval – Réaménagement de l'échangeur entre les autoroutes 20 et 520;
- Réaménagement de la route 185, entre l'autoroute 20 et la frontière du Nouveau-Brunswick – Phases I et II;
- Prolongement de l'autoroute 73 entre Saint-Joseph-de-Beauce et Saint-Georges;
- Relocalisation permanente de la route 112 à Thetford Mines;
- Construction d'une voie de contournement de Rouyn-Noranda. » *(Extrait du PQI 2016-2026)*

IMPLICATION DE CARGOM DANS PLUSIEURS PROJETS DONT :

- ✓ **Implantation des pôles logistiques avec la participation du Fonds de solidarité de la FTQ**
 - Projet de loi n°85 : Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal
 - <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-85-41-1.html>
- ✓ **Mise en œuvre de la Zone Industrialo-Portuaires de Montréal, au sein du plan québécois des zones industrialo-portuaires (ZIP)**
 - <http://www.cargo-montreal.ca/wp-content/uploads/2016/03/Les-zones-Industrialo-Portuaires-du-Qu%C3%A9bec.pdf>
- ✓ **Diagnostic d'adéquation formation-emploi du secteur du transport de marchandises et de la logistique**
 - http://emploi-metropole.org/wp-content/uploads/2015/03/CEM_Diagnostic-Transport.pdf

ÉCONOMIE ET INNOVATION

Parmi les mesures annoncées au budget 2016-2017 :

- 162 M\$ sur 5 ans pour la stratégie numérique;
- 70 M\$ en 5 ans pour la Stratégie québécoise de l'aérospatiale;
- une bonification du programme ClimatSol-Plus pour un total de 55 M\$ sur 5 ans (programme d'aide à la réhabilitation de terrains contaminés);
- un rabais d'électricité pour les 150 entreprises bénéficiaires du tarif L (grande puissance), afin de favoriser les investissements dans les secteurs manufacturiers et de la transformation des ressources naturelles;
- une réduction des taxes sur la masse salariale pour les PME (diminution graduelle d'ici 2021 de 25 % pour les secteurs des services et de la construction et de 50 % pour les secteurs primaire et manufacturier);
- la mise en place d'une réduction d'impôt pour sociétés innovantes;
- le devancement des nouvelles règles favorisant le transfert d'entreprises familiales;
- 8 M\$ pour la création du Fonds Femmessor Québec pour l'entrepreneuriat féminin;
- 66,5 M\$ en 5 ans pour le tourisme
- 229 M\$ en 5 ans pour le secteur forestier
- mise en place de mesures pour accroître l'apport des fonds fiscalisés à l'économie du Québec (Fonds de solidarité FTQ, Fondation et Capital régional et coopératif Desjardins).

Fonds de solidarité FTQ

Le budget 2016-2017 prévoit également une mise à jour de la planification stratégique du Fonds de solidarité FTQ. L'institution financière prévoit notamment investir une somme additionnelle de 1,4 G \$ au Québec.

TOURISME

Le Plan d'action 2016-2020 pour l'industrie touristique prévoit notamment le déploiement de six stratégies sectorielles. Celles-ci concernent :

- le tourisme maritime;
- le tourisme au nord du 49e parallèle;
- le tourisme hivernal;
- le tourisme de nature et d'aventure;
- le tourisme culturel et événementiel;
- le tourisme d'affaires et de congrès.

(...)

Une somme de 150 M\$ est aussi prévue pour les investissements relatifs aux infrastructures touristiques, notamment pour l'appui au volet touristique de la Stratégie maritime et la mise en place de stratégies touristiques sectorielles. Par ailleurs, cette somme permettra également au gouvernement du Québec d'assumer sa contribution au projet d'amélioration de la capacité et de l'efficacité des installations d'accueil des croisiéristes internationaux à Québec et au projet de réhabilitation de la Gare maritime et de la Jetée Alexandra dans le secteur du Vieux-Montréal et du Vieux-Port.

CRÉDITS BUDGÉTAIRES

**Sommaire
des crédits**

	2016-2017			2015-2016	
	Crédits à voter*	Crédits permanents	Crédits déjà votés**	Crédits totaux	Crédits comparatifs
	(000 \$)				
Assemblée nationale***	-	136 174,7	-	136 174,7	130 368,1
Personnes désignées par l'Assemblée nationale***	47 984,0	44 195,2	-	92 179,2	96 193,0
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 789 318,9	-	-	1 789 318,9	1 749 549,9
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	866 278,5	9,6	-	866 288,1	889 489,0
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 694 154,7	490 833,8	-	2 184 988,5	1 976 425,7
Conseil exécutif	416 292,5	1 105,1	-	417 397,6	407 251,2
Culture et Communications	682 611,9	9,6	-	682 621,5	672 786,0
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	173 657,7	34,6	-	173 692,3	179 453,7
Économie, Science et Innovation	820 382,2	28,8	-	820 411,0	776 078,3
Éducation et Enseignement supérieur	16 047 466,0	1 336 576,5	-	17 384 042,5	16 888 795,7
Énergie et Ressources naturelles	74 480,7	19,2	-	74 499,9	78 082,7
Famille	2 322 279,8	219,2	215 000,0	2 537 499,0	2 525 228,7
Finances	158 533,3	8 350 111,9	-	8 508 645,2	8 194 334,0
Forêts, Faune et Parcs	442 686,7	25 104,6	-	467 791,3	461 003,3
Immigration, Diversité et Inclusion	299 691,3	9,6	-	299 700,9	293 210,4
Justice	662 346,8	221 783,1	-	884 129,9	866 815,7
Relations internationales et Francophonie	97 015,6	109,6	-	97 125,2	102 931,9
Santé et Services sociaux	18 707 069,4	15 034 535,0	-	33 741 604,4	33 058 574,8
Sécurité publique	1 333 616,9	27 781,2	-	1 361 398,1	1 332 789,7
Tourisme	137 994,8	9,6	-	138 004,4	123 487,8
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	681 228,6	59,6	-	681 288,2	684 635,2
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 210 300,9	5 519,9	-	4 215 820,8	4 231 112,4
Total	51 665 391,2	25 674 230,4	215 000,0	77 554 621,6	75 718 597,2

* Les crédits à voter incluent, outre les montants présentés ci-dessus, ceux portant sur des dépenses imputables à l'exercice financier 2017-2018 apparaissant à la page suivante.

** Ce montant inclut, conformément à la Loi n° 2 sur les crédits, 2015-2016 (L.Q. 2015, chapitre 10), les crédits déjà votés pour des dépenses imputables à l'exercice financier 2016-2017.

*** L'information portant sur les crédits et les dépenses de ce portefeuille se retrouve dans le volume « Crédits et plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées ».

Transports, Mobilité durable et Électrification des transports

Programmes	Budget de dépenses 2016-2017	Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit	Plus : Budget d'investissements	Crédits	Crédits
				2016-2017	2015-2016
(000 \$)					
1. Infrastructures et systèmes de transport	590 904,6	10 069,9	44 631,2	625 465,9	626 084,9
2. Administration et services corporatifs	63 574,4	13 759,0	6 006,9	55 822,3	58 550,3
	654 479,0	23 828,9	50 638,1	681 288,2	684 635,2
Moins :					
Crédits permanents				59,6	59,6
Crédits à voter				681 228,6	684 575,6

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2016-2017	2015-2016
	(000 \$)	
Rémunération	95 798,2	99 712,7
Fonctionnement	344 128,8	349 232,0
Transfert	214 502,0	206 122,6
Créances douteuses et autres provisions	50,0	50,0
Total	654 479,0	655 117,3
Budget d'investissements		
Immobilisations tangibles	41 736,0	44 413,9
Immobilisations en ressources informationnelles	8 802,1	9 486,1
Prêts, placements, avances et autres	100,0	200,0
Total	50 638,1	54 100,0

Programme 1 Infrastructures et systèmes de transport

Éléments	Budget de dépenses 2016-2017	Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit	Plus : Budget d'investissements	Crédits	Crédits
				2016-2017	2015-2016
				(000 \$)	
1. Transport terrestre	463 032,8	8 955,4	13 193,0	467 270,4	469 598,3
2. Transport maritime	106 595,1	-	138,2	106 733,3	103 637,3
3. Transport aérien	10 050,2	-	31 000,0	41 050,2	41 991,3
4. Commission des transports du Québec	11 226,5	1 114,5	300,0	10 412,0	10 858,0
	<u>590 904,6</u>	<u>10 069,9</u>	<u>44 631,2</u>	625 465,9	<u>626 084,9</u>
Crédit à voter				625 465,9	626 084,9

Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection et le maintien en état des infrastructures de transport et à assurer l'exploitation des infrastructures de transport. Il vise aussi à établir les politiques et la réglementation relatives aux systèmes de transport de personnes et de marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments				2016-2017	2015-2016
	1	2	3	4		
					(000 \$)	
Rémunération	48 861,5	745,1	1 145,5	8 113,6	58 865,7	61 130,7
Fonctionnement	308 959,1	145,2	5 669,7	3 112,9	317 886,9	323 970,0
Transfert	105 212,2	105 704,8	3 235,0	-	214 152,0	205 822,6
	<u>463 032,8</u>	<u>106 595,1</u>	<u>10 050,2</u>	<u>11 226,5</u>	590 904,6	<u>590 923,3</u>
Budget d'investissements						
Immobilisations tangibles	10 394,1	138,2	31 000,0	-	41 532,3	44 060,2
Immobilisations en ressources informationnelles	2 698,9	-	-	300,0	2 998,9	3 127,0
Prêts, placements, avances et autres	100,0	-	-	-	100,0	200,0
	<u>13 193,0</u>	<u>138,2</u>	<u>31 000,0</u>	<u>300,0</u>	44 631,2	<u>47 387,2</u>

Transports, Mobilité durable et Électrification des transports

Crédits de transfert

	2016-2017	2015-2016
	(000 \$)	
Programme 1 - Infrastructures et systèmes de transport		
Aide à l'adaptation des taxis et autocars	1 500,0	1 500,0
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées	9 500,0	8 500,0
Aide aux chemins d'accès isolés	1 100,1	1 100,1
Aide spécifique pour le transport adapté	90 000,0	90 000,0
Société des Traversiers du Québec	100 340,1	97 745,1
Transport aérien	3 235,0	2 319,2
Transport maritime	5 364,7	3 674,7
Transport terrestre	3 112,1	983,5
Total du programme 1	214 152,0	205 822,6
Programme 2 - Administration et services corporatifs		
Aide à la recherche et au développement en transport	50,0	-
Autres crédits de transfert	300,0	300,0
Total du programme 2	350,0	300,0
Total	214 502,0	206 122,6

Ventilation par bénéficiaires

	2016-2017	2015-2016
	(000 \$)	
Entreprises	7 394,0	7 394,2
Entreprises et organismes d'État	100 468,7	97 745,1
Institutions d'enseignement	50,0	-
Municipalités	91 864,3	87 208,3
Organismes à but non lucratif	800,0	1 000,0
Personnes	13 925,0	12 775,0
Total	214 502,0	206 122,6

